

**ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023-** 229  
**du 23 NOV. 2023**

**mettant en demeure la société VTB de respecter certaines prescriptions  
pour ses installations sur la commune de Longeville les Saint Avold**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 et L.171-8 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-233 du 12 août 2002 autorisant la société valorisation et transformation du bois (VTB) à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains ;

**Vu** l'incendie du hall 3 réservé au stockage de combustibles solides de récupération (CSR) survenu sur le site le 7 octobre 2023 ;

**Vu** le courriel de l'inspection du 9 octobre 2023 demandant à l'exploitant de transmettre un rapport d'accident suite à l'incendie du 7 octobre 2023 ;

**Vu** le rapport du 25 octobre 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 13 octobre 2023 ;

**Vu** le courrier préfectoral du 30 octobre 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui notifiant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 6 novembre 2023 dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 13 octobre 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts de l'établissement ;

**Considérant** par conséquent, que la prescription relative à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé n'est pas respectée ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 13 octobre 2023 , l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien des systèmes de détection incendie de l'installation ;

**Considérant** par conséquent, que la prescription relative à l'article 35.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé n'est pas respectée ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 13 octobre 2023, il a été constaté que le site ne dispose pas de manche à air ;

**Considérant** par conséquent, que la prescription relative à l'article 36.10 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé n'est pas respectée ;

**Considérant** au 23 octobre 2023, que l'inspection n'a pas reçu le rapport d'incident demandé par courriel du 9 octobre 2023 relatif à l'incendie du 7 octobre 2023 ;

**Considérant** par conséquent, que la prescription relative à l'article R.512-69 du code de l'environnement n'est pas respectée ;

**Considérant** que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :  
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles suivants :

- 11.3 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié, en transmettant un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts mis à jour et daté ;
- 35.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002, en transmettant les documents relatifs aux derniers contrôles et à l'entretien des systèmes de détection incendie ;
- 36.10 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 ;
- R.512-69 du code de l'environnement en transmettant un rapport d'accident à l'inspection pour l'incendie survenu le 7 octobre 2023.

sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.


## **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société VTB et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et au maire de Longeville les Saint Avold.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Richard Smith

### **Délais et voies de recours**

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L.171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

